

II. — LIBYE

Cette année, comme en 1973, il nous faudra faire une large place aux événements de la politique étrangère tant la vie politique intérieure libyenne semble dépendante de celle-là, du moins pendant le début de l'année. Par contre, la fin de 1973 semble plus nettement orientée vers une remise en route intérieure, « à vitesse de croisière », quoique certains discours et la permanence de la troisième théorie montrent que le goût pour les Journées historiques ne soit pas tout à fait perdu.

I. — L'ÉCHEC DE LA FUSION TUNISO-LIBYENNE

Le 12 janvier tombait sur les télescripteurs la nouvelle stupéfiante de la fondation de la « République arabo-islamique » résultat de la fusion de la Tunisie et de la Libye. Les motifs tunisiens de cet accord et les réactions du Maghreb sont analysés par ailleurs (1). Mais pour la Libye tout est clair : l'unité arabe est l'objectif prioritaire du gouvernement libyen et la préoccupation principale du colonel Qaddhafi. L'analyse de la chronologie de 1973 montre aussi l'importance des liens entre la Tunisie et la Libye. Après l'échec de la fusion égypto-libyenne, après la guerre d'octobre qui fut un succès, en dépit des appréhensions pessimistes de Mua'mmar El Qaddhafi, la Libye s'était tournée vers la Tunisie, la Syrie et l'Irak pour une fusion. Les Libyens n'étaient pas difficiles, ils auraient accepté n'importe quoi pourvu que ce soit une fusion immédiate avec un pays frère (2). Les deux derniers ont refusé, mais le premier, la Tunisie, accepta.

Hélas, sitôt proclamée, la fusion était retardée par les Tunisiens et le principal artisan tunisien de cette union, M. Masmoudi, était renvoyé. A nouveau Qaddhafi voyait devant lui un partenaire peu pressé. Malgré la rencontre de Genève (3), des manifestations de masses, des déclarations triomphalistes, des réunions intersyndicales ou des délégations politiques (voir la chronologie pour le détail) la fusion ne se fit pas. Et Qaddhafi finit par laisser éclater sa rancœur le 10 février 1974 dans un discours que le journal tunisien *l'Action* dénonça vigoureusement comme indigne d'un Chef d'Etat. Le colonel Qaddhafi appelait les peuples d'Afrique du Nord à renverser leur dirigeants et s'égarait jusqu'à dire « nos voisins offrent

(1) Cf. La chronique politique. IV. Tunisie de Michel CAMAU et la chronique diplomatique de Bruno ETIENNE dans cet A.A.N.

(2) Le document du 7 mai 1974 publié peu après par *Al Ahram* et de la plume de Anouar El Sadate révèle que Qaddhafi aurait proposé un papier blanc avec sa signature, les Egyptiens n'auraient eu qu'à mettre ce qu'ils voulaient au-dessus. A cette époque aussi, on apprit que Qaddhafi avait proposé une fusion à Malte (1971), ce qui était quand même comprendre l'arabité dans un sens très large.

(3) Le jour même le président Anouar El Sadate recevait l'ex-roi Idriss El Senoussi invité au mariage de la fille du président égyptien.

leurs filles aux touristes ». Un membre du C.C.R., le commandant Khoueldi El Hamidi téléphona à Tunis et essaya d'atténuer les conséquences de l'affaire. Les Libyens ne voulaient pas envenimer les choses, la coopération avec la Tunisie étant indispensable.

Le plus curieux est que cette fusion était souhaitée très largement en Tunisie et en Libye (4). Les Libyens pro-tunisiens, nombreux et placés à des postes importants, désavouèrent la hâte de Qaddhafi et le manque de préparation de cette fusion. Mais la hâte de Qaddhafi est vraiment la plus petite des causes de l'échec de la fusion. Elles sont ailleurs qu'en Libye et pas seulement en Tunisie.

La Libye était maintenant totalement isolée. Le colonel tenta de renouer avec l'Egypte en effectuant un voyage surprise au Caire au moment où l'Egypte célébrait le souvenir de ses combattants morts au champ d'honneur (20 février). Et Qaddhafi dut faire l'éloge de cette guerre que six mois plus tôt il désavouait comme n'étant pas la sienne (5). Mais la réconciliation était superficielle. Le style du colonel Qaddhafi n'avait pas changé. On lui reprochait un peu partout de s'immiscer dans les affaires intérieures des autres pays. L'Algérie elle-même n'apprécia pas les leçons de socialisme et retira ses escadrilles de Libye (6). Le président Boumediène prit même Qaddhafi à partie dans son discours au congrès des A.P.C.

Le « forcing » de la politique libyenne indisposait plus qu'il ne ralliait. Un exemple : le 23 mars 1974, le colonel ouvrit à Benghazi le septième congrès du mouvement de la jeunesse africaine par un discours idéologique. Il dénonça le colonialisme occidental ou oriental direct ou indirect et proposa pour l'Afrique la stratégie du refus complet des cultures étrangères. Puis il appela l'Afrique « à se débarrasser du christianisme afin que l'homme africain retrouve son authenticité » et quoiqu'ayant précisé qu'il parlait en militant africain et non en tant que Chef d'Etat, il continua disant que « le christianisme a été un élément du colonialisme pour anéantir la personnalité africaine. Une religion aussi digne d'admiration a été utilisée pour obtenir l'anéantissement de l'homme africain. Cela est conforme à la mentalité du prêtre et du Pape qui veulent exercer leur domination sur l'homme africain... ». Mais les délégués africains, musulmans ou non, ne s'en laissèrent pas conter. Le discours fut désapprouvé. Les Algériens menèrent la contre-attaque et la déclaration finale parle au contraire de « la civilisation africaine, faite d'unité et de diversité ». Les problèmes religieux ne furent pas évoqués, malgré l'acharnement de la délégation libyenne. Pour beaucoup c'est la fin d'un certain Qaddhafi, celui qui avait proclamé le dialogue des spiritualités contre le matérialisme, celui qui avait reçu le président Tombalbaye... Le Vatican accueillit le discours avec « surprise et peine » mais ne réagit pas (7). En Libye *El Fajr El Jadid* et *El Balagh* ne publièrent pas le discours.

(4) Voir la Chronique politique de M. CAMAU qui précise le contexte tunisien, dans cet A.A.N.

(5) Anouar El Sadate connaissait bien l'opinion publique égyptienne, avait permis à l'époque la retransmission de ce discours en Egypte. De sorte que les Egyptiens qui avaient tous un père, un frère ou un fils au front ou mort purent entendre ce discours stupéfiant. Et A. El Sadate effaçait d'un coup toute l'influence libyenne en Egypte.

(6) *Le Monde*, 20 février 1974.

(7) *Bulletin quotidien d'Afrique* 27/3/74.

El Wahda El Arabiya (mensuel) en reprit les thèmes principaux (8) mais sans publier le discours lui-même.

II. — LE DÉCRET D'AVRIL

a) Le 5 avril, un samedi après-midi, on apprenait par l'agence du Moyen-Orient que le colonel Qaddhafi était déchargé de certaines de ses fonctions. Un décret avait été signé le 2 par le C.C.R. (9) et il avait été transmis verbalement par des estafettes à toutes les missions diplomatiques de Tripoli dans la nuit de vendredi à samedi. Tout de suite on pensa à un coup d'Etat du chef du gouvernement, le commandant Jalloud. Mais celui-ci prenait l'avion pour assister aux obsèques du président Pompidou et s'attardait à Paris jusqu'au 7. Était-ce bien là l'attitude attendue de celui qui vient de réaliser un coup d'Etat ? Evidemment non. Mais que s'était-il passé ?

La version officielle authentifie le document mais minimise sa portée. Le colonel Qaddhafi, « fatigué du protocole », aurait lui-même demandé d'être déchargé de certaines de ses fonctions pour se consacrer à une élaboration plus approfondie de son idéologie. Il s'agit d'un simple partage de tâches. L'opinion libyenne ne fut pas tout à fait convaincue. Pourquoi cette opération de nuit ? Pourquoi l'information a-t-elle été transmise du Moyen-Orient et non pas directement par les organes libyens ? Enfin pourquoi ce relatif effacement du colonel Qaddhafi dans la presse, à la radio pendant les semaines qui suivirent ? Assurément on craignait l'existence de divergences réelles au sein du C.C.R. Mais il n'y eut pas de manifestations de masse. A peine note-t-on que 200 lycéens environ avaient crié : « Qaddhafi, reviens ! » dans une petite manifestation. L'opinion s'inquiétait mais ne réagissait pas. Le 14 avril Jalloud déclara à *An-Nahar* (Beyrouth) qu'aucune divergence n'existait entre le colonel Qaddhafi et lui-même.

Nous croyons pour notre part que le C.C.R. étant un conseil fonctionnant démocratiquement, le colonel Qaddhafi a vu ses positions contestées (10). Mais qu'il ne s'en est pas ensuivi sa chute, l'union des membres étant plus forte que leurs divergences. Un exemple : le commandant El Houni, hostile à la fusion, a été déchargé de ses fonctions de ministre de l'intérieur en novembre 1972 mais n'a jamais été exclu du C.C.R. En novembre 1974 au contraire, son point de vue s'étant révélé le meilleur, il sera nommé ministre des affaires étrangères. Cette explication n'exclut pas une explication par les classes sociales comme celle de R. Leveau selon laquelle la tendance de

(8) *El Wahda El Arabiya* (37), 1/4/74 : 8-13.

(9) Cf. *Doc. Bulletin quotidien d'Afrique*, 5/4/74.

(10) Qaddhafi n'est probablement pas le seul responsable de ces positions contestables. Il ne fait que mettre en lumière des attitudes intellectuelles ou morales très répandues en Orient et dans les milieux musulmans marqués par un extrémisme religieux sans nuances et sans esprit critique. On a vu ce que le Chef de l'Etat libyen disait du christianisme en Afrique. Mais cela se trouve dans la littérature apologétique musulmane. Ce que Qaddhafi dit des Tunisiennes se dit à Kairouan. S'il proclame que la Libye est « le premier pays libre », (10 février) c'est à rapprocher avec la « découverte » de certains que ni l'Occident ni l'Orient socialiste ne sont des pays démocratiques... etc.

Qaddhafi (Islam et Unité avec l'Egypte) a été remplacé par l'autre tendance (construction de l'Etat national et unité avec la Tunisie).

Donc Qaddhafi n'était pas exclu du pouvoir. Il continua à gouverner, mais comme d'un peu plus haut. Au mois de mai il tint une conférence de presse. La principale idée qu'il y énonce [« C'est aux masses de conduire la révolution. Ceux qui détiennent le pouvoir n'ont pas le droit de s'immiscer dans le commandement des masses ou de s'opposer à elles. Nous pourrions faire que l'U.S.A. ou les forces armées dirigent la révolution populaire, mais ces appareils ne sont pas autorisés à le faire, seules les masses ont l'autorisation de conduire la révolution populaire » (11)] sera en fait contredite par la relance de la révolution populaire et par le congrès de l'U.S.A., comme nous le verrons plus loin. Le décret d'avril est un des premiers événements qui marque la montée d'autres forces politiques au pouvoir; il prouverait que la dictature qaddhafienne est un mythe ou/et que son pouvoir est proportionnel à son prestige. Par ailleurs, si l'on en croit une information d'origine américaine, selon laquelle une trentaine d'officiers libyens auraient été arrêtés au début de l'année en raison de leur hostilité à la fusion avec la Tunisie (ou avec toute fusion ?) il n'est pas impossible qu'une opposition au régime existe dans l'armée (12).

b) Le 18 avril se produisit un attentat contre l'académie militaire du génie à Héliopolis. L'attaque avait été menée par un groupe de civils et de militaires se réclamant d'une idéologie islamique extrémiste. Le président Anouar El Sadate accusa la Libye « d'être un foyer de subversion dans le monde arabe ». Les preuves du gouvernement égyptien étaient quasi nulles, mais l'opinion arabe appuya A. El Sadate. Du coup la polémique entre la Libye et l'Egypte repartit de plus belle. L'Egypte l'accusant de n'avoir pas participé à la guerre, la Libye répliqua en publiant des chiffres sur sa participation effective. L'Egypte acceptant sur son territoire le regroupement des personnalités opposées au régime libyen — surtout senoussies — la Libye rouvrit les procès du tribunal populaire et l'Egypte répondit en accordant la nationalité égyptienne à l'ex-roi Idriss. L'Egypte opérant un rapprochement avec les Etats-Unis, la Libye n'hésita pas à se rapprocher de Moscou. Sur les papiers officiels libyens, dans les journaux on pouvait lire cette phrase, un hadith : « Attends toi au mal de la part de celui à qui tu as fait du bien ». Au mois de mai Anouar El Sadate envoya une longue lettre à tous les membres du C.C.R. (13) dans laquelle il critiquait le comportement de son alliée pendant la guerre et lors de l'affaire de l'unité libyo-égyptienne. L'Egypte finit par retirer ses experts militaires tandis que la Libye se déclara libérée des engagements qu'elle avait pris à Khartoum et chercha un rapprochement avec d'autres pays arabes, Syrie, Soudan, émirats. Pourtant à partir de la fin du mois d'août et jusqu'à la fin de l'année, un apaisement sensible intervint notamment après le congrès de l'U.S.A. (cf. plus loin).

(11) *El Wahda al 'Arabiya* (38), 1/5/74 : 40-44.

(12) *Le Monde*, 20/2/74.

(13) Publiée dans *El Ahram* et analysé dans *Jeune Afrique* (701), 15/6/74. Ce document montre par ailleurs que le commandant Jalloud, insistait tout autant que Qaddhafi pour la fusion immédiate. Dès lors ou bien le commandant Jalloud a la même pensée que le colonel Qaddhafi, et il n'est pas l'anti-leader du C.C.R. comme on l'a trop dit ou bien le C.C.R. est vraiment un conseil particulièrement solidaire et quand une affaire est tranchée tout le monde tient le même langage.

III. — UN NOUVEAU DÉPART

La Libye se plongeait dans le travail. Un hadith était affiché un peu partout : « Dieu — qu'il soit exalté — aime que celui qui travaille le fasse parfaitement ». Dans les milieux officiels, à celui qui s'étonnait du relatif silence de Qaddhafi, on répondait : « Il a dit ce qu'il avait à dire, maintenant il faut le réaliser ». La tendance technocratique triomphait. Les villes se couvrirent d'innombrables chantiers — le logement est, avec l'agriculture, un des objectifs les plus importants de l'effort libyen (14). Des centaines de contrats étaient signés (15). Pendant ce temps, Qaddhafi répondait évasivement aux journalistes et s'il assistait à certaines cérémonies — notamment la commémoration des batailles du temps de la colonisation — il ne prenait pas la parole, même pas pour les cérémonies du premier septembre.

En fait la vie politique reprenait mais sous une autre forme. Le président Qaddhafi n'en était plus le moteur ni la vedette. S'il approuvait l'action du C.C.R., si manifestement il continuait à gouverner, quelque chose pourtant avait changé. L'essentiel en fait est la réanimation de l'U.S.A., commencée depuis le début de l'année, sous la direction de Béchir Hawadi. Elle est le signe d'un changement d'équilibre entre les forces politiques libyennes comme on l'a dit.

a) *Le dialogue entre les ministres et le peuple* (16).

Tout au long de l'année, mais particulièrement à partir d'août, les membres du C.C.R. tinrent des réunions et des conférences. La chronologie sélectionne quelques unes de ces manifestations — qui ont toujours été très nombreuses en Libye. Nous évoquerons celles du mois d'août qui constituent le prélude aux cérémonies du 1^{er} septembre, les anniversaires appelant les bilans.

Au début du mois d'août donc, à l'emplacement de la foire de Tripoli, commencèrent les « rencontres ouvertes entre les frères ministres et le peuple ». La première (le 3 août) fut menée par Khoueldi El Hamidi, ministre de l'intérieur, qui fit un exposé de l'œuvre accomplie par la police depuis la Révolution. Il rappela que la Libye était un pays démocratique — ouvert en particulier à tous les Libyens qui voudraient y retourner; ils jouiraient alors de droits et de garanties — et que le dialogue profitait à tous, citoyens et gouvernants. Il répondit ensuite aux questions des auditeurs.

Le 6 août, le ministre de l'habitat, M. Mohammed Manqush, fit aussi le bilan de son département au cours des cinq dernières années. Il précisa notamment que la R.A.L. avait construit 22 500 unités d'habitation par an

(14) Cf. les chroniques de MONASTRI et Larbi TALHA. L'année 1974 fut en particulier marquée par de très nombreuses distributions de terres et de logements.

(15) Voir la liste des accords établie par J.J. REGNIER.

(16) *El Fajr El Jadid* du 4 au 14 août 1974.

depuis le 1^{er} septembre et que dans un proche avenir le problème du logement en Libye serait résolu : 500 millions de D.L. devant être attribués à de nouvelles constructions. Il répondit lui aussi aux questions qui portaient sur les bidonvilles (les habitants auront la priorité dans l'attribution des logements neufs), sur les délais de fabrication, sur l'équipement des nouveaux ensembles, etc.

Le 9 août M. Gaoud, ministre du développement agricole, donna à son tour le tableau des réalisations de son ministère. Il annonça que pour la période 1973-1983, 700 millions de D.L. seraient accordés au développement agricole et que 750 000 hectares seraient mis en valeur. Il répondit aux questions posées — pour certaines par téléphone.

Enfin, le 13 août Taha Cherif Ben Ameer, ministre des communications, proposait aussi les réalisations de son département. Il signala notamment que 2 500 km de routes avaient été faites et que le gouvernement envisageait la création d'une marine marchande. Il répondit enfin aux questions.

Le même jour le commandant Khoueldi El Hamidi tenait une conférence devant les cadres de l'U.S.A. et divers comités populaires de gouvernorats. Il parla de la police, disant qu'elle avait fait le jeu de l'étranger sous l'ancien régime, mais que la révolution du 1^{er} septembre l'avait réorganisée, l'avait formée politiquement et professionnellement. Maintenant la police est au service du peuple et de la révolution.

Cette série de conférence nous semble marquer la progressive transformation du style libyen : pendant ces journées les chiffres et les bilans ont pris le pas sur les grands projets politiques.

b) *La relance (tas'îd) de la révolution populaire.*

La révolution populaire fut relancée par le commandant Jalloud le 6 septembre par un appel radio-télévisé : « Les masses ont senti le besoin de relancer la révolution populaire et de réformer les comités. Le C.C.R. a décrété que ces masses devaient être encouragées... Nous espérons arriver à l'issue de cette relance à des meilleurs résultats que la première fois ». Le mouvement de relance devait excepter les entreprises publiques, les sociétés et les hôpitaux, en raison de leur caractère technique et parce que le C.C.R. devait lui-même s'en occuper.

Pourquoi cette relance ? Dans la presse arabe libyenne, on reproche surtout aux anciens comités populaires leur incompétence, le non respect des lois, leurs fantaisies (ahwa'), l'absence du souci de la collectivité, leur indiscipline, etc. Il est probable que la première révolution populaire (avril 1973) a mis en place des représentants du peuple encore mal formés à exercer des responsabilités politiques et que la semi-anarchie qui en résulta a tourné l'opinion contre les comités populaires. Malgré de nombreux rappels à l'ordre de la part du C.C.R. la situation n'appelait pas d'autre issue que le renouvellement complet. C'est du moins ce que suggère la presse.

Les masses renversèrent donc les « comités populaires qui avaient échoué et renforcèrent ceux qui avaient réussi », selon le slogan du jour. Mais le

résultat ne fut pas satisfaisant puisque le 8, le C.C.R. publiait un communiqué déclarant que : « le mouvement se caractérisait par l'anarchie, la précipitation et la violence, au lieu de, la logique, la compréhension et l'esprit démocratique qui sont les objectifs de la révolution populaire. Les masses ne se sont pas associées dans leur ensemble... Par exemple un comité de Gouvernorat a été abattu par les masses de la ville, voire d'une partie de la ville dans la plupart des cas, d'où il s'ensuit que le groupe qui arrive le premier prend le pouvoir et forme un comité. Vient un autre groupe qui critique ses décisions, et ainsi de suite... au point que plusieurs comités se forment... ». Le C.C.R. décréta que les masses accompliraient leur prise de pouvoir selon un plan qu'il établirait lui-même (18).

Le 9, le C.C.R. publiait son *plan* : « 1) Les membres du C.C.R. seront répartis dans les gouvernorats; 2) La prise de pouvoir se fera suivant le calendrier suivant... » (suit le calendrier). Aucune procédure n'était prévue (19).

Les membres du C.C.R. se rendirent donc sur place et commencèrent par s'entourer chacun d'une commission « de supervision », composée en majorité de membres de l'U.S.A. Cette commission détermina les modalités des élections et le choix des candidats. Nous en ignorons le détail. Mais on ne peut douter cette fois-ci que les choses se soient faites « dans l'ordre ». Il y eut même des officiers de l'armée dans les comités populaires... Le renouvellement affecta les comités populaires de localités (quartiers, villages), de municipalités annexes, de municipalités et de gouvernorats; les opérations durèrent jusqu'à la fin septembre.

Quelle signification peut-on donner à cette « relance » ? Feuilletons la presse libyenne : le 14 septembre *El Fajr El Jadid* précisait que l'opération devait se faire sans anarchie et sans tumulte. Il écrit : « ...les gens cultivés sont appelés historiquement à se lancer dans cette expérience parce que l'heure est grave ». Le 19, le même journal annonçait que « des éléments cultivés se sont associés aux comités populaires et qu'ils ont obtenu la confiance des masses ». Le caricaturiste Zouawi ridiculisait les anciens comités populaires qui auraient été dominés par des brutes épaisses et des alcooliques (cf. le même journal du 21 et du 29). Le 22 septembre, le capitaine Moustapha Kharroubi (C.C.R.) déclara que le but de la relance était de mettre « l'homme qu'il faut là où il faut... ».

Cette interprétation officielle d'une reprise en mains des comités populaires par des éléments cultivés et compétents pose de nouvelles interrogations : Qui sont ces éléments nouveaux ? S'agit-il de la tendance voulant la construction de l'Etat national (tendance qui se confondrait avec les pro-Tunisiens, une partie de l'administration et les intellectuels) qui a pris le pouvoir, ce que confirmerait l'effacement de Qaddhafi ? S'agit-il au contraire de rivalités arabo-berbères, les Berbères (Béchir Hawadi, Khoueldi El Hamidi) l'ayant emporté ? S'agit-il peut-être d'une prise en mains par le ministère de

(17) *Al Fajr El Jadid* 7/9/1974.

(18) *Ibid.*, 9/9/1974.

(19) *Ibid.*, 10/9/74.

l'intérieur et la police de tout l'appareil de l'Etat ? (20) Le système idéologique libyen, est si imprécis qu'il peut servir aussi bien l'une que l'autre tendance (21). Il faut remarquer aussi que les trois interprétations que nous avons avancées ne s'excluent pas non plus mutuellement. Quoiqu'il en soit si cette relance marque une profonde mutation, elle se dissimule sous une continuité symbolique remarquable.

IV. — LE II^e CONGRÈS DE L'UNION SOCIALISTE ARABE (22)

1. *Le congrès de l'U.S.A.*

Ce congrès se déroula du 4 au 9 novembre au théâtre des scouts à Tripoli. Il devait faire tout d'abord un bilan des réalisations des recommandations prises au premier congrès et régler un certain nombre de questions idéologiques ou pratiques : l'alliance des forces populaires actives, la centralisation et le pouvoir local; la législation religieuse.

Initialement le 2^e congrès devait se dérouler le 28 mai 1973 mais il avait été repoussé au dernier moment sur l'ordre de Qaddhafi, ce dernier préférant lancer une opération totalement différente, la révolution populaire. Les membres de l'U.S.A. ont toujours eu *l'impression* que cette révolution populaire a été une opération concurrente sinon hostile à l'U.S.A.

Le congrès était placé sous la présidence du colonel Qaddhafi. Y assistaient le C.C.R. en entier; Yasser Arafat, président de l'O.L.P.; Mahmoud Sobhi, président de l'association pour l'appel à l'Islam; les ministres et leurs secrétaires d'Etat; les présidents des comités populaires de gouvernorats et de municipalités; les élus envoyés par les congrès de gouvernorats de l'U.S.A., congrès qui ont eu lieu pendant tout le début de 1974; les membres fondateurs de l'Union Socialiste Arabe; les bureau exécutif de l'Union des Femmes libyennes, les directeurs de la sécurité des gouvernorats et les représentants du corps diplomatique.

Il est bien sûr impossible de rendre compte de tout ce qui s'est dit à ce congrès. Les interventions furent trop nombreuses et passèrent en revue presque toute la politique libyenne. Nous choisirons (peut-être arbitrairement) quelques déclarations qui nous paraissent essentielles ou instructives.

Le congrès s'ouvrit le 4 par le rapport du secrétaire général, le commandant Béchir Saghir Hawadi, membre du C.C.R., rapport qui devait retracer les réalisations de l'U.S.A. depuis le 1^{er} congrès (mars 1972). Tout d'abord un important travail d'organisation, d'éducation politique et de lutte contre

(20) La réorganisation de la police administrative irait dans le même sens (20/11) ainsi que la réorganisation et la redistribution des forces de police sur le territoire. Cf. « Rubrique législative », dans cet A.A.N.

(21) W. Rur (dans un ouvrage à paraître) montre quelque chose de semblable à l'issue d'une vaste analyse de contenu sur les éditoriaux des journaux du petit Maghreb. La fonction essentielle de tout discours politique (ici le Maghreb n'est qu'un exemple) est d'être tellement englobante (par exemple : Nous sommes pour le peuple palestinien) qu'un gouvernement peut nettement changer d'orientation (appuyer tantôt l'O.L.P., tantôt Septembre Noir...) sans qu'il soit nécessaire de changer quelque chose dans l'idéologie.

(22) Notre seule source pour ce congrès : les *Fajr El Jadid* du 4 au 12 novembre 74.

l'analphabétisme a été mené. Le secrétariat général fut au service de tous et trouva la solution de 2744 « cas » sans compter les services rendus par les comités locaux (il s'agit de trouver du travail à des demandeurs, de régler des problèmes agricoles, des cas sociaux, des difficultés administratives, etc.). Ce faisant l'U.S.A. a fait de nombreuses propositions de lois et d'amendement de lois, et a été à l'origine des réunions de travail entre l'administration et l'U.S.A., non sans difficultés parfois. Un important effort de propagande a été fait (brochures, études, bibliothèques, conférences) dans le sens de la révolution culturelle. Le parti a mis en place (entre autres) des cours coraniques pendant l'été dans 480 mosquées. Le secrétaire général passa ensuite en revue les relations avec l'extérieur : effort de propagande dans le monde arabe, nombreux congrès, notamment avec les étudiants arabes unitaires nassériens (23) — réception de délégation, etc.

Enfin, il évoqua les relations avec la révolution populaire. L'U.S.A. a été prise de court et a essayé d'« accompagner » le mouvement populaire dans sa prise de responsabilités en organisant sa prise de pouvoir, en délimitant ses compétences en résolvant certains problèmes. Pour cela, on a créé au sein du secrétariat de l'U.S.A. quatre organes chargés de suivre : 1) la création des comités; 2) leurs décrets; 3) l'application de ces décrets; 4) le quatrième organe coordonne les trois premiers. L'U.S.A. a aidé la révolution populaire à se débarrasser de ses « éléments négatifs », notamment l'aspect tribal et les déviations idéologiques. Le secrétaire général ne cache pas la difficulté de ces rapports. Certains comités estimant même que la révolution populaire remplace l'U.S.A. Il ne cacha pas non plus les difficultés d'organisation de l'U.S.A., son manque d'expérience, de compétence, de temps. Une modification des statuts sera mise à l'ordre du jour et adoptée peu après (24).

Le congrès devrait aussi se prononcer sur les rapports de l'U.S.A. avec la révolution populaire et avec l'administration. Une commission avait étudié la question et Jama'a Souissi, membre du secrétariat de l'U.S.A., en présenta les conclusions. Il s'interrompit plusieurs fois pour laisser parler le colonel Qaddhafi qui donnait diverses précisions, ou bien, les ministres qui, en de très brefs exposés firent le bilan de leurs activités. On entendit ainsi le ministre de l'économie, de l'agriculture, de l'éducation, de l'intérieur, etc., et après une critique de Qaddhafi contre l'information libyenne (qui « souvent s'oppose aux positions officielles de la Libye ») la réponse du ministre de l'information.

L'après midi du premier jour fut consacrée à l'établissement de l'ordre du jour définitif. Dès lors les interventions furent extrêmement variées; par elles on peut remarquer que les problèmes qui préoccupent les Libyens sont surtout économiques : retards dans la réalisation des projets, montée des prix, problème des impôts, manque de main d'œuvre qualifiée, disparités régionales, etc. Ensuite le commandant Jalloud exposa l'essentiel de la politique extérieure. Il présenta le développement de la situation pétrolière, ainsi que la divergence d'intérêt entre l'Europe et les Etats-Unis comme un succès

(23) Association qui est représentée en Libye et qui a refusé de fusionner avec l'U.S.A.

(24) Les textes n'ont pas paru au J.R. On les trouvera dans la Rubrique législative du prochain A.A.N.

de la R.A.L. Il évoqua longuement sa visite à Paul VI — comme s'il voulait effacer certains souvenirs —. Puis il revint sur l'Europe : la Libye compte sur celle-ci pour contrecarrer l'accaparement technologique des Etats-Unis. Il termina en évoquant le dialogue positif entre la France et la R.A.L. pour l'élimination du colonialisme dans les Comores et en Somalie.

Le deuxième jour on se mit d'accord pour considérer que l'alliance des forces actives se composait de sept couches sociales : les ouvriers, les paysans, les étudiants, les fonctionnaires, les professionnels (cadres et professions libérales ?) les artisans et les commerçants. Deux commissions furent désignées pour étudier les problèmes de coordination entre la révolution populaire, les syndicats, l'armée et l'U.S.A. Le colonel Qaddhafi déclara à propos de l'unité arabe que « la cause de l'unité n'est pas entre nos mains seulement. Nous demeurerons sur nos positions parce que c'est une question qui engage notre destin et pour nous rapprocher du jour de l'unité il faut que nous construise nous-mêmes d'abord ». C'est un revirement important car jusqu'à présent le colonel semblait penser que la construction de l'Etat national ne faisait que renforcer le régionalisme (25). Le ministre de l'intérieur fit aussi ce jour-là un exposé-bilan sur la résistance populaire et l'entraînement du peuple au maniement des armes.

Le troisième jour on procéda à la discussion de la proposition de Qaddhafi concernant la suppression des gouvernorats. Le colonel expliqua son point de vue au tableau noir et finit par rallier la majorité à ses conclusions. Un nouveau ministère sera créé peu après le congrès et il devra s'occuper directement des municipalités sans intermédiaires.

Le quatrième jour, le congrès décida que tous les Arabes pourraient adhérer à l'U.S.A. et changea son nom pour celui de « congrès national (monde arabe) de l'U.S.A. ». Le colonel Qaddhafi exposa sa politique d'unité arabe et les obstacles qu'il avait rencontré. Des discussions importantes eurent lieu sur la législation. Et il semble que la position de ceux qui faisaient les lois islamiques (Ali Ali Mansour) soit atteinte. On ne peut dire néanmoins que le principe de cette politique législative soit mis en cause (26) bien que ces lois devront à l'avenir « s'accorder avec nos conditions et nos plans ». Le commandant Jalloud demanda à ce propos « que des études approfondies soient faites » et rappela que « la législation islamique n'était pas l'affaire de la Libye seule ».

Le dernier jour fut consacré à la discussion des recommandations (27). En ce qui concerne les relations entre l'U.S.A. et la révolution populaire, le Congrès se proclame représentatif des forces actives du peuple, donc de la Libye. La révolution populaire, si elle exprime une juste prise de pou-

(25) « Si la Libye n'a pas de charte nationale ou de constitution permanente, c'est qu'elle n'a pas voulu accentuer sa personnalité en tant qu'Etat, en vue justement, de faciliter cette fusion » (le 30 juin 1973 devant les cadres de l'U.S.A. au Caire). « Aussi avant de bâtir quoique ce soit sur le plan strictement régional (libyen), nous nous efforçons, chez nous, de planifier en tenant compte des données d'un projet élargi... (Décembre 1972, au Palladium de Tunis).

(26) Au contraire puisque quelques jours plus tard une loi portant mise en application de la peine pour avoir bu des boissons alcoolisées était promulguée, cf. « Rubrique législative », et la chronique sociale et culturelle de MONASTIER.

(27) Cf. Doc.

voir du peuple sur l'administration, reste soumise à tous les niveaux à l'organisme politique qu'est l'U.S.A., à l'administration (les ministres, puisque les gouvernorats sont supprimés) et à l'armée, avant-garde du peuple, qui a notamment pour tâche d'assurer la liaison entre les comités populaires et le parti. Si l'on veut voir dans la révolution populaire l'expression de la volonté du colonel Qaddhafi cherchant appui dans les masses par dessus la classe moyenne, il faut donc constater que les classes moyennes (ici l'U.S.A. ?) ont réduit et canalisé l'importance que pouvait avoir cette démocratie directe et qu'ils ont même rallié Qaddhafi à leur point de vue, plus exactement ils l'ont ramené à un point de vue qui était proche du sien en 1971 au moment de la création de l'U.S.A. et avant l'échec du parti en 1972.

Enfin trois lettres furent envoyées à l'Egypte, la Syrie et la Tunisie pour relancer l'unité. Dans son discours de clôture, Qaddhafi confirmait nettement la nouvelle orientation de la Libye vers la construction nationale.

2) *Le remaniement ministériel du 14 novembre 1974.*

Ce remaniement est important. D'une manière générale il confirme l'orientation plus économique de la Libye. Le chef du gouvernement est toujours le commandant Abdelsselam Jalloud dont la prééminence et le sérieux sont confirmés. Outre le colonel Qaddhafi — qui semble-t-il conserve la défense nationale — trois membres du C.C.R. tiennent les postes-clefs de l'Etat : Abdel Noneim El Houni, aux affaires étrangères; Khoueldi El Hamidi à l'intérieur et Omar Meheichi au Plan et à la recherche scientifique. La plupart des ministres conservent leur portefeuille. Il faut noter la suppression du ministère de l'information (son titulaire, Abou Zaïd Dourda est nommé ambassadeur). En revanche des ministères nouveaux sont créés et confiés à de jeunes ingénieurs et diplômés de l'enseignement supérieur (28). Il s'agit des ministères des Affaires sociales et de la sécurité sociale, de l'alimentation et des richesses maritimes, des municipalités, des transports maritimes et de l'électricité.

Si l'année libyenne 1973 a été remarquée en Occident, en 1974, excepté pour la déclaration de Djerba, la Libye s'est faite presque oublier. Des observateurs en ont conclu à un retour au sérieux et à l'ascension du commandant Jalloud.

La Libye, avec la montée de la classe moyenne, est peut être entrée dans la normale — ou le « système » suivant les goûts. Et c'est probablement parce que l'effort idéologique de Qaddhafi n'a pas été suivi, ni approfondi. Les vrais problèmes (mode de la dépendance, influence de la technologie, Islam et modernité, etc.) n'ont semble-t-il pas été posés et encore moins résolus, faute d'hommes surtout. On a l'impression que la Libye, comme le colonel Qaddhafi, sort vaincue par un destin trop grand pour elle.

Hervé BLEUCHOT *

(28) P. RONDOT : « L'ascension du commandant Jalloud ». *Revue française d'Etudes politiques africaines* (108), décembre 1974. Le texte du décret : cf. Doc.

* C.R.E.S.M.